

## **Maître d'Ouvrage**



20, Rue Balzac

26000 VALENCE

## **OBJET DE LA CONSULTATION**

**CONTRAT D'ENTRETIEN DES APPAREILS INDIVIDUELS DE  
CHAUFFAGE SUR LE PARC HABITAT DAUPHINOIS**

## **REGLEMENT DE CONSULTATION DES ENTREPRISES**

**Date et heure limites de Remise des Offres : 25 novembre 2024 à 17h.**

## Table des matières

1	POUVOIR ADJUDICATEUR	3
2	LE MARCHE	3
2.1	Type de marché :	3
2.2	Lieux d'exécution ou de livraison du marché :	3
2.3	Intitulé du marché :	3
2.4	Quantité ou étendue globale du marché :	3
2.5	Description du marché	3
2.6	Division en lots	3
2.7	Groupements d'entreprises	4
2.8	Variantes proposées par le candidat	4
2.9	Marché à bon de commande	4
2.10	Tranches	4
2.11	Durée du marché	4
2.12	REVISION DU PRIX	5
3	LA PROCEDURE	5
3.1	Type	5
3.2	Retrait du dossier de consultation	5
3.3	Contenu du dossier de consultation	5
3.4	Notification d'erreurs éventuelles dans les documents d'appel d'offres	6
3.5	Modifications de détail au dossier de consultation	6
3.6	Date limite de remise des candidatures et des offres	6
3.7	Délai de validité des offres	6
3.8	Présentation des candidatures et des offres	6
3.8.1	Langue utilisée	6
3.8.2	Modalités de remise des candidatures et des offres	6
3.8.3	Pièces à joindre obligatoirement en plus des actes d'engagements	6
3.9	Critères de sélection des candidats	8
3.10	Critères D'attribution Des Marches	9
3.11	Auprès de qui obtenir des renseignements sur le marché :	9

## 1 POUVOIR ADJUDICATEUR

La **S.C.I.C. (Société Anonyme Coopérative d'intérêt Collectif) H.L.M. HABITAT DAUPHINOIS**, à capital variable, inscrite au RCS de ROMANS-SUR-ISERE sous le n° 435 881 222, dont le siège social est 20, rue Balzac à VALENCE (26000).

Représentée par **Monsieur Pascal POULY**, en sa qualité de Directeur Général Délégué.

La S.C.I.C. HABITAT DAUPHINOIS est nommée le **CLIENT** dans les documents de la présente consultation.

## 2 LE MARCHE

### 2.1 Type de marché :

3 Cf. CCP

### 3.1 Lieux d'exécution ou de livraison du marché :

4 Cf. CCP

### 4.1 Intitulé du marché :

5 Cf. CCP

### 5.1 Quantité ou étendue globale du marché :

6 Cf. CCP

### 6.1 Description du marché

7 Cf. CCP

### 7.1 Division en lots

8 Cf. CCP

### 8.1 Groupements d'entreprises

Les groupements d'entreprises sont autorisés : oui

Dans l'affirmative, le groupement sera : solidaire

Les groupements candidats devront dument remplir l'annexe AE1.

### 8.2 Variantes proposées par le candidat

Non

### 8.3 Marché à bon de commande

S'agit-il d'un marché à bons de commande ? NON,

Il pourra toutefois faire l'objet des bons de commandes de prestations additionnelles sur bordereau de prix.

### 8.4 Tranches

Le marché est constitué d'une tranche ferme.

### 8.5 Durée du marché

Cf. CCP

### 8.6 REVISION DU PRIX

Cf CCP

## 9 LA PROCEDURE

### 9.1 Type

Le présent marché est passé selon la procédure déterminée par le code de la commande publique.

#### **Marché de services :**

Marché compris entre 450 000€ et 600 000€ par an

Les modalités de l'appel d'offres respecteront une procédure interne au pouvoir adjudicateur **(Procédure « formalisée » ouverte soumise au code de la commande publique)**.

Le pouvoir adjudicateur ou son représentant se réserve le droit de négocier sous réserve d'un nombre de candidats et d'offres suffisantes, avec toutes les entreprises.

Les négociations pourront alors porter sur tous les éléments de l'offre notamment sur les prix, sans que la négociation ne puisse conduire à modifier substantiellement les caractéristiques ou les conditions d'exécution de la prestation telle qu'elle est définie dans les conditions de la consultation.

Les négociations seront conduites dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats. Elles pourront valablement être faites par courriel électronique.

Afin de lui permettre de sélectionner les prestataires qui seront finalement retenus, le pouvoir adjudicateur ou son représentant pourra auditionner les candidats dans le cadre des négociations.

### 9.2 Retrait du dossier de consultation

Le dossier de consultation pourra être téléchargé gratuitement à l'adresse suivante :

- [www.marches-securises.fr](http://www.marches-securises.fr) (Vous êtes une entreprise : répondez aux consultations)

### 9.3 Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation fourni aux entreprises sera composé des documents suivants :

- Présent règlement de consultation des entrepreneurs RCE
- Acte d'engagement AE
- Acte d'engagement EXCEL détaillé
- Annexe à l'acte d'engagement AE1
- Mémoire technique
- Cahier des Clauses Particulières (CCP)
- Annexe 1 liste du patrimoine concerné
- \_\_\_\_\_

### 9.4 Notification d'erreurs éventuelles dans les documents d'appel d'offres

Lorsqu'un candidat constatera une erreur dans les pièces du dossier de consultation et estimera qu'elle mérite d'être rectifiée, il en fera part au maître d'ouvrage dans un mail explicatif.

### 9.5 Modifications de détail au dossier de consultation

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours avant la date fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au présent dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

### 9.6 Date limite de remise des candidatures et des offres

Les candidatures et les offres devront nous parvenir via notre plateforme des marchés publics ([www.marches-securises.fr](http://www.marches-securises.fr)) avant la date et l'heure limite de réception des candidatures et des offres figurant en première page du présent RCE.

**Important :** Vous ne pourrez plus déposer d'offre sur le site au-delà de la date et heure limites de remise des candidatures et des offres.

### 9.7 Délai de validité des offres

L'entreprise sera tenue de maintenir son offre durant un délai de **60 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

### 9.8 Présentation des candidatures et des offres

#### 9.8.1 Langue utilisée

Les candidatures ainsi que les offres seront rédigées en français.

### 9.8.3 Modalités de remise des candidatures et des offres

Les candidatures et les offres devront nous parvenir via notre plateforme des marchés publics ([www.marches-securises.fr](http://www.marches-securises.fr)).

Depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2018 tout se fait par voie dématérialisée. La signature électronique n'est pas obligatoire pour répondre au présent appel d'offre.

### 9.8.4 Pièces à joindre obligatoirement en plus des actes d'engagements

- o **Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ;**
- o **Attestation sur l'honneur** conforme aux articles 45 et 48 de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et à l'article D8222-5 du Code du Travail (Cf. modèle à la fin du RCE) ;
- o **Déclaration sur l'honneur** du candidat attestant qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212-5 et L. 5212-9 du code du travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés) ;
- o **Déclaration sur l'honneur** du candidat justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-1 du code du travail dans le cas où le candidat emploie des salariés conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail ;
- o **Justification des pouvoirs** de la personne habilitée à engager l'entreprise pour le marché ;
- o **Les attestations d'assurance** couvrant l'entreprise contre les risques inhérents à son activité (responsabilité civile professionnelle et responsabilité civile décennale) en cours de validité. Il faudra en outre un récapitulatif des montants en matière de responsabilité civile.
- o **Une déclaration des effectifs moyens** annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- o **Montant du chiffre d'affaires** des 3 dernières années ;
- o **Des références vérifiables** à des activités du même type des 3 dernières années ;
- o **Des justificatifs de qualification** professionnelle de type Qualibat, Qualifelec, Qualigaz, RGE, Qualigaz Bailleur,...ou équivalent, en cours de validité.
- o **L'extrait KBIS** de moins de trois mois ;
- o **L'attestation de cotisation URSAFF** de moins de six mois ;
- o **L'attestation de régularité fiscale** année en cours ;
- o **Références professionnelles et capacité technique** : effectifs, encadrement et moyens matériels de l'entreprise ;

- o En matière de fournitures et services, **une description des mesures employées** par le contractant pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise et **une présentation d'une liste de prestations similaires** en cours d'exécution ou exécutés au cours des 3 dernières années.
- o Les documents ou attestations figurant à **l'article D8222-5** du code du travail (Cf. ci-après).

*Article D8222-5 du Code du Travail :*

*La personne qui contracte, lorsqu'elle n'est pas un particulier répondant aux conditions fixées par l'article [D. 8222-4](#), est considérée comme ayant procédé aux vérifications imposées par l'article [L. 8222-1](#) si elle se fait remettre par son cocontractant, lors de la conclusion et tous les six mois jusqu'à la fin de son exécution :*

*1° Dans tous les cas, les documents suivants :*

- a) Une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant au cocontractant et datant de moins de six mois ;*
- b) Une attestation sur l'honneur du cocontractant du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires et le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises lorsque le cocontractant n'est pas tenu de s'immatriculer au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers et n'est pas en mesure de produire les documents mentionnés au a ou au b du 2° ;*

*2° Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :*

- a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) de moins de trois mois ;*
- b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;*
- c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;*
- d) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription ;*

*3° Lorsque le cocontractant emploie des salariés, une attestation sur l'honneur établie par ce cocontractant de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles [L. 1221-10](#), [L. 3243-2](#) et [R. 3243-1](#).*

Pour les offres proposées par un groupement :

- ☐ En cas de groupement, il faudra, en plus des obligations ci-dessus, impérativement remplir l'annexe AE1.

Les candidats seront-ils tenus d'indiquer les noms et les qualifications professionnelles des membres du personnel chargé de l'exécution du marché ? OUI

## 9.9 Critères de sélection des candidats

Les critères d'élimination des candidatures sont les suivants :

- ☐ Absence de l'un des documents demandés au niveau de la candidature après une demande du Maître d'ouvrage restée sans réponse dans un délai de 10 jours.
- ☐ Non-respect de la réglementation fiscale ou sociale.
- ☐ Références prouvées insuffisantes.
- ☐ Capacité financière insuffisante.
- ☐ Qualifications et agréments requis manquants :RGE, QUALIGAZ BAILLEUR(à défaut attestation sur l'honneur).
- ☐ Litige en cours ou récent (inférieur à 2 ans) avec le CLIENT
- ☐ Offre parvenue hors délais.



## 10 Critères d'attribution des marches

Les offres non conformes seront écartées.

L'attribution est basée sur l'offre économiquement la plus avantageuse.

Dans l'hypothèse où l'offre économiquement la plus avantageuse est retenue, elle sera appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération ou par ordre de priorité décroissante :

### 10.1 PRIX : 50 %

Les prix sont à indiquer dans le tableau EXCEL intitulé AE\_AO\_PRIX.

Le calcul de la note prix sera de la forme :

- («prix entretien chaudière GAZ P2 » X poids de l'article ) +
- (« prix entretien chaudière GAZ P3 » X poids de l'article) +
- etc.

La note la plus élevée obtiendra 50 points.

### 10.2 MEMOIRE TECHNIQUE : 30 %

(Pour plus de détails, voir le document AO\_CHF\_MEMOIRE\_TECHNIQUE)

#### 10.2.1 MOYENS

Organisation et technicité de la prestation

Annexe autorisée

#### 10.2.2 Processus de suivi et de gestion des visites non réalisées

A renseigner dans le mémoire technique.

#### 10.2.3 Capacité à gérer informatiquement le matériel suivi, et générer des échanges informatisés avec le CLIENT et les locataires

Annexe autorisée


### 10.3 LOCALISATION : 10 %

Distance du siège social ou de l'agence par rapport aux villes principales des lots géographiques mentionnés à l'article 2.6 du présent marché.

### 10.4 CONNAISSANCE DU PARC du CLIENT : 10 %

## 11 Auprès de qui obtenir des renseignements sur le marché :

*Renseignements administratifs - **Service PATRIMOINE** M. Morin Olivier*

 04 75 44 92 23

## ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Article 45 de l'ordonnance n°2015-899 relative aux marchés publics

Article 48 du décret n°2016-360 relatif aux marchés publics

Je soussigné : .....

Agissant pour le compte de la Société : .....

Siège social : .....

N° d'enregistrement Registre du commerce ou Répertoire des métiers : .....

**Le candidat déclare sur l'honneur**, en application de l'article L2141-1 et suivants du code de la commande publique :

### **a) Condamnation définitive :**

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles [222-34 à 222-40](#), [225-4-1](#), [225-4-7](#), [313-1](#), [313-3](#), [314-1](#), [324-1](#), [324-5](#), [324-6](#), [421-1 à 421-2](#), [421-5](#), [432-10](#), [432-11](#), [432-12 à 432-16](#), [433-1](#), [433-2](#), [434-9](#), [434-9-1](#), [435-3](#), [435-4](#), [435-9](#), [435-10](#), [441-1 à 441-7](#), [441-9](#), [445-1 à 445-2-1](#) ou [450-1](#) du **code pénal**, aux articles [1741 à 1743](#), [1746](#) ou [1747](#) du **code général des impôts**, ou pour recel de telles infractions, ainsi que pour les infractions équivalentes prévues par la législation d'un autre Etat membre de l'Union européenne ;

- ne pas être exclu des marchés publics, à titre de peine principale ou complémentaire prononcée par le juge pénal, sur le fondement des articles 131-10 ou 131-39 du **Code pénal** ;

### **b) Lutte contre le travail illégal :**

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du **Code du travail**, L. 1146-1 du **code du travail** ou encore article 225-1 du **code pénal** ou pour des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;

- pour les contrats administratifs, ne pas faire l'objet d'une mesure d'exclusion ordonnée par le préfet, en application des articles L. 8272-4, R. 8272-10 et R. 8272-11 du **Code du travail** ;

**c) Obligation d'emploi des travailleurs handicapés ou assimilés :** pour les marchés publics et accords-cadres soumis au code des marchés publics, être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du **Code du travail** concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

**d) Liquidation judiciaire :** ne pas être soumis à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L.640-1 du **Code de commerce**, ne pas être en état de faillite personnelle en application des articles L. 653-1 à L. 653-8 du même Code, et ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

**e) Redressement judiciaire :** ne pas être admis à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du **Code de commerce** ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, ou justifier d'une habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre ;

**f) Situation fiscale et sociale :** avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et

cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;

**g) Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes :**

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées à l'article L. 1146-1 du **Code du travail** ;

- avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu de lancement de la consultation, mis en œuvre l'obligation de négociation prévue à l'article L. 2245-5 du **Code du travail** ou, à défaut, avoir réalisé ou engagé la régularisation de cette situation à la date de la soumission ;

**NB - Les pièces accompagnant le dossier de candidature rédigées en langue étrangère seront acceptées si elles sont accompagnées d'une traduction en langue française.**

**Signature d'une personne ayant pouvoir d'engager la société :**

Nom et qualité du signataire :

A ..... , le .....

Signature :

*(En cas de groupement ou de sous-traitance : cette attestation doit être fournie pour chaque membre du groupement, et pour chaque sous-traitant)*